Objekttyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1985)**

Heft 783

PDF erstellt am: **23.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Domaine public

783

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 783 15 août 1985

Rédactrice responsable:
Francine Crettaz

Abonnement
pour une année: 60 francs,
jusqu'à fin 1985: 25 francs
Vingt-deuxième année

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021/22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Laurent Bonnard
François Brutsch
André Gavillet
Yvette Jaggi
Charles-F. Pochon

Point de vue:
Jeanlouis Cornuz

En finir avec la dette

La dette extérieure des pays d'Amérique latine s'élève à 360 milliards de dollars. Le seul payement des intérêts représente 40 milliards de dollars. Pour un pays comme le Pérou, honorer ses engagements (intérêts et remboursement d'emprunts arrivés à échéance) signifie y consacrer 45% de ses recettes d'exportation; cela représente la totalité de l'excédent commercial du pays, ne laissant rien pour financer un accroissement du niveau de vie.

Le retour de la démocratisation dans la plupart des pays d'Amérique latine correspond à des échéances douloureuses. Les régimes militaires ont vécu à crédit sans utiliser cet argent pour développer les potentialités économiques (à l'opposé du fondement même du système international de crédit); il y a eu au contraire un appauvrissement sensible. Et les nouveaux dirigeants installés par le suffrage universel, investis de tous les espoirs, se retrouvent devant la tâche contradictoire d'avoir à régler une montagne de dettes tout en améliorant d'urgence la situation économique et sociale.

Le système bancaire international met en place depuis quelques années un traitement qui n'est qu'un pis aller: la reprise par des banques solides de certains prêts octroyés par des établissements en position plus délicate, la transformation de crédits bancaires en prêts du Fonds monétaire international, la renégociation de la dette de chaque pays en difficulté de paiement avec l'ensemble de ses créanciers pour la rééchelonner. A chaque fois l'opération donne de l'air et évite la catastrophe financière mais n'améliore guère la situation générale des pays débiteurs: l'étau se desserre mais reste en place. Et la prolongation de crédits, pendant laquelle les intérêts courent, conduit à multiplier de façon absurde le montant restitué aux créanciers par rapport à celui qu'ils ont mis à disposition. A chaque renégociation d'une dette, le taux d'intérêt augmente de 1%, d'où la «bonne volonté» des banques, toujours disposées à rediscuter.
Il est politiquement nécessaire d'empêcher l'étranglement des pays débiteurs du Tiers-monde: idéologiquement, pour conforter les régimes démocratiques en place ou à venir, et humainement, face à la misère qui s'impose à des millions d'hommes. C'est également indispensable économiquement: les pays industrialisés ne sauraient se passer des ressources ni des marchés du Tiers-monde sans une baisse importante de leur niveau de vie. Cependant l'annulation unilatérale de la dette provoquerait un séisme économique et financier qui toucherait tant le Tiers-monde que les pays industrialisés.

C'est dès lors une solution globale (et non bilatérale entre chaque pays et ses créanciers) et négociée qu'il faut promouvoir en incluant tous les aspects du problème: financiers (comment répartir à l'intérieur du système bancaire les pertes ou les couvrir de manière à en éviter l'effondrement), politiques (quels critères retenir pour éteindre la dette et selon quelles modalités), économiques et commerciaux (accroissement de la coopération au développement, lutte contre le protectionnisme). Sans oublier la reconstitution du système monétaire international.

Vaste programme qui demande en tout cas la prise de conscience par l'opinion occidentale de l'acuité du problème et son soutien à l'idée qu'il faut en finir avec la dette. **F. B.**

À NOS LECTEURS

Trève terminée pour l'équipe rédactionnelle de DP. Avec ce numéro, nous retrouvons le rythme hebdomadaire. Bonne reprise à tous.